

**AGENCE POUR L'ÉVALUATION DE LA QUALITÉ
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ORGANISÉ OU SUBVENTIONNÉ PAR LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE**

CONTRAT D'EXPERTISE

CONCLU

ENTRE

L'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur (AEQES) organisé ou subventionné par la Communauté française (siège : boulevard Léopold II, 44 – 1080 Bruxelles), ci-dessous dénommée « l'Agence », représentée par son Président et son ordonnatrice déléguée d'une part ;

ET

Madame /Monsieur, né(e) le et domicilié(e) à, ci-après dénommé(e) « l'expert », d'autre part ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} – Nature du contrat

Le présent contrat est un contrat d'occupation d'étudiants régi par les articles 120 et suivants de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. La loi du 12 avril 1965 concernant la rémunération des travailleurs s'applique au présent contrat.

Article 2 – Objet

Dans le cadre de ses activités d'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur en Communauté française, l'Agence pour l'évaluation de la qualité charge l'expert d'effectuer une mission d'évaluation externe de la qualité du cursus de « » conformément aux directives arrêtées à l'article 3 du présent contrat.

L'expert intégrera le comité des experts désignés pour cette mission d'évaluation diligentée en application du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française (ci-joint en annexe 1). La mission prend cours le et se termine le (date).

Article 3 – Modalités de réalisation de la mission d'évaluation

§ 1 Dans le cadre de la mission d'évaluation externe, les experts ont pour mission de :

- a. poser un regard extérieur sur l'analyse et les conclusions du rapport d'évaluation interne visé à l'article 14 du décret du 22 février 2008 qui aura été réalisé antérieurement à la visite du comité des experts ;
- b. attester la correspondance entre la description contenue dans le rapport et leurs constats ;
- c. analyser l'adéquation des ressources aux besoins sur la base du rapport d'évaluation interne ;
- d. évaluer le niveau de réalisation des objectifs décrits dans le rapport ;
- e. donner un avis sur la pertinence et la faisabilité du plan d'action proposé ;
- f. faire toute recommandation utile.

§ 2 L'évaluation du cursus concerné se fera directement au siège des établissements d'enseignement supérieur qui organisent ce cursus et devra comprendre, pour chaque établissement visité :

- a. la lecture préalable des rapports d'évaluation interne qui auront été réalisés antérieurement à la visite du comité des experts ;
- b. pour le Président du comité d'experts, une pré-visite d'une heure ;

Entre la pré-visite du Président et les visites du comité, une réunion préparatoire se tiendra à l'Agence.

La mission prévoit également, en l'espace d'une visite de jours d'expertise au maximum :

- a. la prise en compte des résultats de l'évaluation interne ;
- b. la prise de connaissance des documents internes à l'établissement (règlement des études, ...) et spécifiques au cursus concerné (supports didactiques, modalités d'évaluation, ...) ;
- c. l'audition :
 - i. des responsables de l'institution ;
 - ii. du coordonnateur et de la commission d'évaluation interne visés à l'article 15 du décret du 22 février 2008 ;
 - iii. des membres des différentes catégories de personnel ;
 - iv. des étudiants des différentes années d'études ;
 - v. d'anciens étudiants, diplômés de l'établissement et ayant suivi le cursus concerné ;
 - vi. de partenaires issus du monde professionnel (employeurs, maîtres de stage).
- d. pour le Président, la synthèse orale (trente (30) minutes environ) délivrée à l'établissement à l'issue de la visite. Cet exposé, donné au nom du comité des experts, constitue son compte-rendu d'analyse et préfigure le rapport préliminaire.

§ 3 La mission d'évaluation externe donnera lieu, comme prévu aux articles 17 et 20 du décret du 22 février 2008, à la rédaction :

- a. d'un rapport préliminaire confidentiel par établissement visité, rédigé en français, comprenant une analyse des forces, faiblesses, risques et opportunités ; et d'une liste de recommandations. Ce rapport est destiné exclusivement à la Direction de l'établissement concerné. Il est transmis à cette dernière via la Cellule exécutive de l'Agence;
- b. d'un rapport final de synthèse par établissement évalué, rédigé en français et conforme aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2008 (ci-joint en annexe 2). Il est transmis à la Cellule exécutive de l'Agence qui le publiera sur son site internet;
- c. d'un état des lieux en Communauté française, rédigé en français comprenant une présentation contextualisée de l'offre de formation et de ses débouchés. Il énumère les points forts ou faibles, les risques, opportunités et recommandations pour l'ensemble du cursus évalué. Cet état des lieux est transmis à la Cellule exécutive de l'Agence. Le Président ou un membre du comité qu'il délègue présentera l'état des lieux lors de séance(s) organisée(s) par l'Agence et destinée(s) aux établissements évalués et au Comité de gestion de l'Agence.

§ 4 Le Président, au nom des membres du comité et avec leur accord, est chargé de déposer les rapports préliminaires dans un délai d'un mois à l'issue de la dernière visite réalisée. Il est chargé de déposer l'état des lieux de l'offre de formation au Comité de gestion de l'Agence via la Cellule exécutive au plus tard quatre (4) mois après la dernière visite d'expertise réalisée. Il est aidé dans cette tâche par la Cellule exécutive de l'Agence.

§ 5 La composition du comité des experts comprenant les coordonnées professionnelles de chacun des experts et le calendrier des visites d'expertise dans les établissements concernés par la procédure d'évaluation seront communiqués à l'expert avant le début de sa mission. La répartition des visites d'établissement et ses modalités organisationnelles sont fixées par la Cellule exécutive de l'Agence.

§ 6 Une notice méthodologique à destination des experts et un document présentant le système éducatif en Communauté française sont joints à l'annexe 3 du présent contrat.

Article 4 – Déontologie

Pendant toute la durée du contrat, l'expert s'engage à respecter le code de déontologie repris en annexe 6 du présent contrat.

Les obligations de confidentialité resteront en vigueur après l'expiration du contrat, sauf accord écrit contraire des parties.

Article 5 – Droits d'auteur, rapports, publications

Les rapports réalisés par le comité des experts conformément au présent contrat seront la propriété de la Communauté française.

Les membres du comité des experts cèdent à la Communauté française l'ensemble des droits patrimoniaux sur tous les travaux d'évaluation qui leur ont été demandés.

Les droits patrimoniaux cédés sont le droit de reproduction, de communication au public et de distribution ; à savoir le droit de reproduire, en nombre illimité d'exemplaires, les rapports par toute technique, sur tout support ; de communiquer cette reproduction par toute technique de communication et de la distribuer.

Si des modifications de fond devaient être introduites, celles-ci devront être explicitement validées par les auteurs.

Les droits patrimoniaux sont cédés pour toute la durée des droits d'auteur¹ à compter de la publication des rapports sur le site internet de l'agence et dans le monde entier.

La Communauté française se réserve le droit de traduire les rapports et d'en disposer comme décrit dans le présent article.

La rémunération de cette cession de droits est comprise dans le montant forfaitaire des honoraires payés par la Communauté française en exécution de l'article 6 du présent contrat.

Les auteurs garantissent être les titulaires des droits cédés et que les rapports n'ont pas été réalisés en contravention des droits d'un tiers.

Article 6 – Modalités de prise en charge des missions d'expertise

Les prestations, frais de transport et d'hébergement sont pris en charge par l'Agence, et ce selon les modalités décrites dans l'annexe 4 du présent contrat.

Article 7 – Imputation budgétaire

Les prestations, frais de transport et d'hébergement pris en charge conformément à l'article 6 du présent contrat seront imputés sur les moyens de l'Agence.

Article 8 - Inexécution du contrat

En cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations, l'autre partie peut mettre fin au contrat moyennant un préavis de 7 jours calendrier. Les articles 129 et 130 de la loi du 3 juillet 1978 s'appliquent au présent contrat.

Article 9 – Tribunaux compétents

Tout différend, entre les parties contractantes, relatif à l'application du présent contrat serait de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

¹ Article 2 § 2 de la Loi du 30 juin 1994 relative aux droits d'auteur et droits voisins

Article 10 – Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention entre en vigueur au jour de sa signature et prend fin à l'issue de la procédure d'évaluation concernée.

Article 11 – Divers

Les dispositions du présent contrat ne peuvent être modifiées que par voie d'avenant dûment approuvé par les parties contractantes.

En apposant sa signature, l'expert accepte le contenu dudit contrat et de toutes ses annexes.

Fait en deux exemplaires dont un pour chacune des parties contractantes et un pour le secrétariat comptable de l'Agence.

	Pour l'Agence,	
L'expert Madame/ Monsieur	Le Président de l'Agence Monsieur Philippe PARMENTIER	L'ordonnatrice déléguée Madame Caty DUYKAERTS
Fait à _____	Fait à Bruxelles	Fait à Bruxelles
Le _____	Le _____	Le _____

En annexe au présent contrat :

- Annexe 1 : décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française ;
- Annexe 2 : arrêté du 19 décembre 2008 fixant le contenu du rapport final de synthèse de l'évaluation d'un cursus dans l'enseignement supérieur en vue de sa publication et les modalités de publication du plan de suivi et de son état d'avancement ;
- Annexe 3 : guide à destination des experts ;
- Annexe 4 : modalités de prise en charge des missions d'expertise ;
- Annexe 5 : déclaration de créance ;
- Annexe 6 : code de déontologie des experts.